

Un livre de Jeffrey Sachs : Bâtir la nouvelle économie américaine

Partage international n° [345](#) - Mai 2017

par Elisa Graf

Depuis l'élection présidentielle de 2016, les Américains sont plus anxieux que jamais. En janvier, un sondage a montré que deux tiers des Américains étaient préoccupés par l'avenir de leur nation. Jeffrey Sachs¹, économiste de renom et expert dans le domaine du développement durable, a un remède. Il a décidé de prouver que les problèmes des États-Unis sont importants, mais pas insolubles. Dans son dernier livre, *Building the new American Economy : Smart, Fair and Sustainable*², publié la veille de l'investiture de Donald Trump, J. Sachs écrit que la nouvelle économie américaine doit être intelligente, juste et durable.

Lors d'une conférence à l'université Columbia (New York), J. Sachs a déclaré : « *Face à l'anxiété des Américains nous devons apporter quelques indications claires ne présupposant pas le désastre mais montrant comment engendrer l'espoir. Nous ne résoudrons pas nos problèmes par des tweets caustiques, ni en blâmant d'autres pays. Mon livre traite de la manière dont les États-Unis, avec ses richesses, ses savoirs et ses technologies, [...] sont en mesure de prendre conscience des problèmes négligés ou exacerbés depuis des décennies.* »

Pour étayer ses idées, Jeffrey Sachs fait référence aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'Onu. Adoptés par les gouvernements du monde en septembre 2015, ils doivent servir de base à la coopération internationale pour le développement économique et social pour la période 2016-2030. Il explique : « *Le monde a de fait adopté de grands objectifs. [...] Mais ne croyons pas qu'il s'agisse d'objectifs pour les autres, le Togo, le Tchad ou Vanuatu : ce sont réellement des objectifs pour les États-Unis - et des objectifs plutôt urgents.* » Evoquant ces objectifs, il indique que les 193 États membres de l'Onu ont convenu que « *quelque chose est réellement problématique dans la façon dont l'économie mondiale fonctionne. Ils sont également tombés d'accord sur ce qui qualifie un monde décent. Premièrement, il doit être prospère, afin que les*

besoins économiques soient assurés : la population doit bénéficier de la sécurité alimentaire, ne pas être pauvre et avoir accès à l'eau potable et à l'air propre.

Deuxièmement, les sociétés doivent être justes. Justes au sens que ce n'est pas la taille globale de leurs économies qui compte, ni même son importance moyenne par tête. Ce qui compte, c'est que chacun puisse répondre à ses besoins : que chaque enfant ait une chance ; que les personnes pauvres n'aient pas à se battre pour rester en vie ; ou à se ruer sur l'emploi pour préserver le peu de dignité qu'il leur reste dans une économie qui la leur enlève chaque jour ; que les femmes aient les mêmes chances que les hommes. Et que règne ainsi la justice. »

Troisièmement, la poursuite de développement économique ne doit pas conduire à détruire la planète. J. Sachs concède : « *Oui, nous voulons la croissance économique, mais si elle n'est pas répartie de sorte que le plus grand nombre en profite, si la richesse créée ne va qu'au sommet, quel intérêt ? Et si la croissance économique détruit l'environnement ce faisant, comment peut-on appeler cela un progrès ?* »

Dans son livre, J. Sachs présente la nouvelle économie à instaurer comme « *intelligente, juste et durable. Intelligente dans notre capacité à déployer la technologie pour maintenir la productivité et vivre de belles vies, pour profiter de loisirs, pour nous libérer du travail physique éreintant, pour obtenir la sécurité économique. Notre technologie et ses avancées rendent cela possible. Il aborde ensuite le besoin d'équité juste, afin que la part du lion de cette soi-disant croissance ne se retrouve pas dans une flambée boursière, les titres étant concentrés en si peu de mains.* » Enfin, comme nous reconstruisons un système, il faudrait qu'il soit supportable pour l'environnement (autrement dit, durable). « *C'est l'objectif lune* » de notre génération. *C'est un grand défi. Mais il est vital. C'est la chose la plus impressionnante que l'humanité puisse accomplir. Mais c'est aussi un défi à notre portée.* »

A la tête du Réseau des solutions pour le développement durable de l'Onu, Jeffrey Sachs et son équipe ont créé un indice qui synthétise les indicateurs des 17 objectifs pour le développement. Ces indicateurs notent les pays sur leur niveau en

termes de pauvreté, d'accès aux soins, de taux de mortalité par catégories de maladies, d'égalité des genres, de tonnes d'émissions carbone par tête, ainsi que sur le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenus au sein d'une société. L'indice obtenu renseigne sur les progrès que les pays devront effectuer pour parvenir aux ODD.

Selon lui, les résultats sont révélateurs : dans la catégorie des pays à haut revenus, les États-Unis se classent 22^e sur 34, loin derrière le quatuor de tête où se placent Suède, Danemark, Norvège et Suisse.

L'impôt pour une redistribution plus juste des ressources, sous forme de services publics

Quelle est la différence entre des économies de haut niveau, comme celle de la Suède et des États-Unis ?

J. Sachs en voit deux principales : « *La vérité c'est que les États-Unis ne génèrent pas assez de recettes fiscales pour financer les investissements publics devant assurer l'avenir.* » Les social-démocraties scandinaves, qui imposent environ 50 % du PIB, ont moins de déficits budgétaires, des infrastructures modernes et des économies bien plus vertes, mais aussi une ribambelle de services publics parmi lesquels des études supérieures sans frais de scolarité, des services de santé gratuits, des congés maternité garantis, le tout aboutissant à des services de santé de qualité. Alors que l'idée d'augmenter l'imposition sur le revenu est depuis longtemps hors du courant politique américain majoritaire, J. Sachs fait remarquer que Bernie Sanders, qui a attiré les jeunes votants lors de la dernière élection américaine, a mené campagne sur une imposition bien plus élevée et un investissement public bien plus important.

L'autre différence de taille est que les États-Unis ont un budget militaire proportionnellement bien supérieur : ils consacrent 900 milliards de dollars par an, soit grosso modo le quart de l'ensemble des dépenses fédérales, c'est-à-dire 5 % du PIB (chiffres pour 2014). J. Sachs ajoute : « *Les États-Unis font face à une dette publique massive et réduisent les investissements publics urgents pour le territoire, dans le but de maintenir une politique étrangère dysfonctionnelle, militarisée et coûteuse.* » A un moment où la nouvelle administration américaine veut augmenter les dépenses militaires, note-t-il, « *[...] nous devrions plutôt mettre un terme aux guerres perpétuelles au Moyen-Orient, réduire drastiquement les dépenses des bases militaires américaines d'outre-mer, et limiter sensiblement l'armement nucléaire au lieu d'investir dans leur renouvellement.* »

Avec 17 % de la population sous le seuil de pauvreté, les États-Unis surpassent tous les pays riches.

J. Sachs commente : « *[...] Les États-Unis sont le pays le plus inégalitaire de l'histoire récente. C'est un fait sinistre que nous percevons dans la société, et qui se retrouve dans tant de maux qui affligent notre population. Évidemment, le mot pauvreté n'est jamais prononcé dans aucune campagne politique, sauf celle de Bernie Sanders. Il n'est jamais prononcé dans aucun débat présidentiel, car les pauvres sont censés bien se tenir, rester hors de vue, ou être enfermés en prison. Mais pourquoi ne fixons-nous pas un objectif pour combattre la pauvreté ?* »

Parlant de la guerre contre la pauvreté menée par l'administration Johnson (1963-1969), J. Sachs déclare : « *Si vous regardez les données, cette guerre a été incroyablement efficace pour faire baisser le taux de pauvreté. Puis le président Johnson l'a passée à la trappe en menant la guerre du Vietnam : il a réduit à néant sa propre guerre contre la pauvreté. Mais pas parce que c'était infaisable.* » Dans son livre, J. Sachs suggère comme objectif de réduire la pauvreté de 50 %.

J. Sachs affirme que la brutale augmentation des inégalités, qui a démarré dans les années 1970, est une cause directe de l'effondrement de la confiance au sein de la société ; effondrement que les instituts de sondage ont noté comme une tendance sans cesse croissante. Plus que toute autre menace pour le pays à notre époque, il argumente que c'est « *[...] le déclin des vertus civiques, c'est-à-dire de l'honnêteté et de la confiance qui permettent au pays de fonctionner comme une nation décente, progressiste et optimiste, qui représente le plus grand danger.* » Selon l'économiste, ce qui définit la société américaine de nos jours c'est que les Américains ne font confiance ni à leurs institutions politiques ni aux autres citoyens ; il est nécessaire d'engager des efforts conscients pour rétablir la confiance ce serait envisageable si le respect des règles et de l'équité faisait explicitement partie de l'agenda national.

Parmi les pays riches, les États-Unis consacrent la part la plus faible de leur budget à l'aide au développement pour les pays pauvres. Cette aide représente 0,17 % de leur PIB, à comparer à l'ODD de 0,70 % du PIB. J. Sachs calcule que la part actuelle représente un trentième du budget militaire du pays, et demande : « *Serait-ce réellement trop demander aux États-Unis que d'être à la hauteur du standard international consistant à dépenser de 0,7 à 1 % du budget pour aider les enfants pauvres à rester en vie et à avoir accès à l'éducation, rendant ainsi le monde plus sûr ?* » D'après lui, cet écart de 0,5 point de PIB représente 90 milliards de dollars par an, assez pour en finir avec l'épidémie du sida,

assez pour qu'il n'y ait plus de morts par malaria, et assez pour financer la scolarité de chaque enfant sur la planète jusqu'à la fin du secondaire. Il ajoute : « *Donc, les États-Unis à eux seuls pourraient résoudre financièrement le problème de l'extrême pauvreté et combler le manque de moyens, sans même être héroïques, mais juste par un modeste engagement qui serait à la hauteur des standards internationaux, ce que notre pays refuse.* »

Les données présentées dans son livre pointent vers de tragiques ironies quand l'on considère à quel point les États-Unis sont riches comparés à la plupart des pays du monde. Ainsi, les États-Unis ont le taux d'obésité le plus élevé parmi les nations riches et l'espérance de vie des Américains est d'au moins quatre ans plus faible comparée aux meilleurs ; parmi les économies développées, les États-Unis ont le taux d'emprisonnement le plus élevé avec 716 détenus pour 100 000 habitants, à comparer aux 65-75 détenus pour 100 000 habitants dans les pays scandinaves ; les États-Unis sont l'un des plus grands émetteurs à effet de serre, avec 16 tonnes de CO₂ émises par habitant, environ trois fois la moyenne mondiale.

Même s'il reconnaît qu'il y a lieu d'être pessimiste, Jeffrey Sachs reste persuadé que ces travers peuvent être corrigés. Il apporte des lignes directrices claires et des recommandations sur les politiques essentielles et assure qu'aucun des objectifs qu'il esquisse n'est utopique ou hors de portée. Pour conclure, il écrit : « *En définissant des ODD ambitieux, et en impliquant les leaders d'opinion partout dans le pays, les États-Unis pourraient de nouveau établir les normes pour les politiques*

audacieuses et l'innovation, et inspirer d'autres nations, même les adversaires d'aujourd'hui, à travailler ensemble pour un monde meilleur. »

« En matière d'allocation des ressources nationales, le point crucial est de savoir si on opte pour la guerre ou pour la paix, ou, comme disent les macro-économistes « pour les armes ou pour le beurre. » Le rôle vital de la paix dans le développement durable est clair et sans équivoque. Comme les nations du monde l'ont exprimé dans le cadre des ODD : Nous sommes déterminés à promouvoir la paix, des sociétés justes et inclusives libérées de la peur et de la violence. Il ne peut y avoir de développement durable sans paix, et pas de paix sans développement durable. » Jeffrey Sachs

Conférence à l'université Columbia pour le lancement du livre *Building the New American Economy* : www.youtube.com/watch?v=pfuX_ZupLjk

1. Jeffrey Sachs : professeur de développement durable et professeur de politiques de santé et management à l'université Columbia (New York), est également directeur du centre Columbia pour le développement durable et du Réseau des solutions pour le développement durable de l'Onu.

2. *Bâtir la nouvelle économie américaine : intelligente, juste et durable*, Columbia University Press, février 2017. Non traduit.

Etats-Unis **Auteur** : Elisa Graf, collaboratrice de Share International. Elle vit à Steyerberg (Allemagne).

Thématiques :

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()